



Communiqué de presse

Cachez cette pauvreté qu'on ne saurait voir : suppression de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

L'annonce de la suppression, à partir de 2020, de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) est un affront de plus dans une période de climat social tendu suite à la politique antisociale, répressive et autoritaire du gouvernement.

L'ONPES a été créé en 1998 par la loi relative à la lutte contre les exclusions. Il répond à une demande des associations œuvrant dans ce champ et est constitué de trois collèges, dont un composé de chercheurs et universitaires. Sa mission est de rassembler des données, faire réaliser des études, diffuser l'information et « contribuer au développement de la connaissance [de la pauvreté], notamment dans des domaines mal couverts par les études statistiques ». Il collabore étroitement avec le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE).

La coïncidence avec la réforme, au 1^{er} novembre, de l'assurance chômage qui poussera la moitié des chômeurs vers la misère et l'exclusion, résonne dramatiquement : ne plus avoir des études sur la pauvreté, ses causes et ses conséquences, ne plus disposer d'explications de fond sur les données statistiques la concernant, renforcera la marginalisation des pauvres et rendra invisible cette réalité sociale contre laquelle tout gouvernement a le devoir de lutter.

Or les données sont cruelles. Les organisations humanitaires, expertes de terrain, alertent sur l'augmentation de la pauvreté : « aujourd'hui, on compte neuf millions de pauvres en France. C'est un million de plus qu'il y a dix ans », dit le Secours populaire français, qui insiste sur la peur de tomber en pauvreté et sur le fait que, selon le baromètre IPSOS-SPF 2019, 37% des répondants ont connu la pauvreté. L'estimation avancée de l'INSEE 2018 note une hausse de 0,6 point qui porte le taux de pauvreté à 14,7% de la population. L'une des principales causes serait la diminution des allocations logement, grande mesure macronienne s'il en faut.

200.000 personnes pauvres de plus en un an : voilà un autre visage de cette France qui se targue de sa position de 6^e puissance économique mondiale et 3^e européenne. Mais le thermomètre désormais cassé, le gouvernement aura tout le loisir de désorienter l'opinion publique qui n'aura plus à sa disposition des études ou analyses indépendantes.

Le milieu de l'enseignement supérieur et la recherche n'est pas épargné par la pauvreté : bas salaires, primes ridicules, précarité en hausse constante frappent nos collègues. Nos étudiants sont de plus en plus obligés de travailler à côté pour financer leurs études, ce qui leur fait courir le risque d'échec, et de chômage s'ils n'arrivent pas à obtenir leur diplôme : selon une récente étude de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les diplômés du supérieur ont 57% de chance de plus que les autres jeunes de trouver un emploi.

Le SNTRS-CGT dénonce la suppression de l'ONPES. Il appelle les personnels à la plus grande vigilance pour que la pauvreté et l'exclusion sociale soient non seulement étudiées et analysées, mais surtout combattues avec force. La mobilisation contre une réforme des retraites dont le résultat sera la baisse généralisée des pensions et l'appauvrissement des retraités est plus que jamais indispensable.

La journée d'actions, de grève et de manifestations du 5 décembre doit constituer un tremplin pour les travailleurs de la recherche pour battre la politique gouvernementale de déréglementation, de casse du statut de fonctionnaire et de tous les conquits sociaux.

Villejuif, le 6 novembre 2019